Venezuela : Questions autour d'un tract du POId

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 10 – vendredi 11 août 2017

Nous publions, en annexe à cette lettre un tract du POid sur le Venezuela qui considère que le gouvernement de Maduro est légitime, en s'appuyant sur une déclaration dont le PT brésilien est signataire. Ainsi, au nom du nécessaire combat contre l'ingérence de l'impérialisme, le POid exonère Maduro de sa responsabilité écrasante dans le drame qui se noue au Venezuela. Le ton était donné dans un article de la Tribune des travailleurs (TT) du 2 août dernier : « *c'est mentir que d'affirmer que le gouvernement élu et réélu depuis 15 ans serait le premier responsable* [de la situation extraordinairement difficile des masses populaires] ».

Rétablissons tout d'abord ceci :

1. En décembre 2015, l'opposition de droite a remporté les élections législatives.
2. Même si à la fin le chavisme déclinait, le gouvernement Chavez et le gouvernement Maduro sont deux types de gouvernements différents, ayant des rapports différents avec la population. Le gouvernement Maduro n'a pas été « réélu ».

Maduro rompt avec l'héritage de Chavez

En son temps, Chávez a consacré une partie essentielle de la rente pétrolière à répondre aux besoins fondamentaux de la population. Une autre part fut destinée à orienter les investissements de l'État en fonction d'un plan de développement en imposant une gestion souveraine de cette rente. Au lendemain de la tentative de coup d'État de 2002, Chavez décide le contrôle par l'État, pour financer ses politiques, de la plupart des ressources obtenues par la compagnie pétrolière d'État PDVSA, anciennement gérées à la discrétion de la « méritocratie » et le contrôle des changes, pour que ce soit l'État seul, grâce au monopole

de la gestion de la devise internationale, qui oriente les dépenses d'investissement et l'allocation des fonds issus de la rente pétrolière. Avant 2002, la firme nationale pétrolière PDVSA remettait 20% de ses recettes. Après 2002, PDVSA a dû remettre à l'Etat 60% de ses recettes. Maduro a clairement rompu avec les aspects progressifs du Chavisme. Comme l'écrivait notre camarade Sergio Garcia au lendemain des élections législatives gagnées par la droite : *« A la mort de Chavez, une régression s'opéra pour aboutir à la situation actuelle. Le Venezuela n'a pas de projet socialiste, pas plus que nationaliste de gauche ; il s'est cristallisé en une sorte de capitalisme d'État basé sur un modèle d'accumulation mafieuse, de nouveaux riches qui, sous la protection de l'État, font du commerce avec les millions provenant de la principale ressource stratégique du pays : le pétrole.* »[1]

Décret-loi, atteintes aux droits démocratiques – austérité cruelle

La TT fait brièvement état de la situation des masses populaires : « *les magasins sont vides,, une partie de la population a faim* », tout en rappelant que *« le pays est très riche* ». À l'évidence, comme le souligne la TT : « *on ne peut faire abstraction des États unis – pour comprendre ce qui se passe* ». Mais, on ne peut pas davantage passer sous silence le fait que Maduro gouverne par Décret-loi (équivalent des ordonnances en France) et qu'il fait subir à la population ouvrière et pauvre une politique d'austérité terrible, comprenant des baisses des salaires pendant qu'une « bolibourgeoisie » (base sociale de Maduro) détourne à son profit une grande partie de la rente pétrolière, « normalise » le PSUV et les syndicats, licencie à tour de bras. Le fait que le large courant impulsé par les trotskystes morénistes, Marea socialista, ait été chassé du PSUV et empêché de se présenter aux élections [2], ne semble pas émouvoir le POid : la droite pouvait se présenter mais pas Marea socialista. Mais, Maduro reste « un gouvernement légitime » !

Régression sociale pour payer la dette illégitime

Comme nous l'écrivions en mai dernier dans La Commune : *« Comment lutter contre le sabotage de l'impérialisme mondial ? Le gouvernement a souffert de la baisse du prix du pétrole et du sabotage économique par l'impérialisme ; les problèmes sociaux en seraient la conséquence. Cela signifie-t-il que les problèmes viendraient de « l'extérieur » et que Maduro, le PSUV et l'appareil d'État n'ont pas de responsabilité ? Bien que ces facteurs existent, ce ne sont pas les éléments centraux qui expliquent la crise. La raison principale provient du fait que, pendant des années, le gouvernement a pris des décisions de régression sociale pour continuer à payer la dette extérieure complètement illégitime .* »[3]

Selon Carlos Carcione, dirigeant de Marea socialista : « *la contre-révolution économique a été mise en marche pour affronter la baisse des prix du pétrole, pour maintenir les profits du grand capital, pour détourner les dollars de la nation et faire payer la dette extérieure aux citoyens. Maduro a choisi de sortir de cette crise en provoquant la faim, la pénurie des médicaments et la misère. À l'aide de recettes d'austérité, l'appareil d'État et les grandes entreprises se sont partagé les biens publics, c'est la réalité incontournable* ».[4]

Maduro contre les acquis du chavisme au service du Capital étranger

Si la bureaucratie « madurienne » n'accaparait pas une grande partie de la rente pétrolière, la population pourrait manger, se vêtir, travailler et se loger. Mais le POid ne veut voir qu'une partie des choses, l'ingérence impérialiste, et l'élève au-dessus de la réalité.

Pourtant, c'est contre les acquis du chavisme que se dresse Maduro. Rappelons-les [5]:

- 1.600 entreprises ont été nationalisées, elles réalisent 30% du PIB du pays.
  Les progrès en matière d'éducation, d'alphabétisation, de santé et le recul de la pauvreté sont impressionnants depuis 1999 :
- Le taux d'analphabétisme a chuté à 4,9%.
- Les jeunes accèdent à l'enseignement supérieur (83%).
- La mortalité infantile a chuté à 13,95% et l'espérance de vie progresse.
  Près de la moitié de la population vivait sous le seuil de pauvreté, moins d'un quart aujourd'hui.
- La pauvreté extrême a été divisée par deux.
- l'accès à la santé est devenu gratuite. l'opération de la cataracte est gratuite.
- Un système de protection sociale a été créé, l'éducation est gratuite.

Contre les acquis du chavisme, Maduro, par décret, impose des zones économiques franches à disposition du Capital étranger. Il veut réduire le Venezuela à un pays d'extraction primaire, ce qui est tout à fait propice au pillage impérialiste de toutes les ressources de la terre et entraîne ainsi le pays dans la voie de la Tiers-mondisation accélérée.

Un faux dilemme

Et, maintenant, il faudrait, selon le POid reconnaître l'assemblée constituante issue d'élections imposées de force… Contre la Constitution de 1999 ! Évidemment, cette idée est introduite par les chemins creux : « *Et pourtant l'Union européenne vient de publier une déclaration : « L'Union européenne et ses États membres ne peuvent pas reconnaître l'Assemblée constituante* ». *De quel droit ?* »

Selon le POid, les travailleurs et les pauvres auraient massivement voté. Nos camarades de Marea Socialista - militants ouvriers, jeunes, syndicalistes - ont photographié les bureaux de vote vides dans les secteurs populaires. Ils nous font état de fraudes massives, d'une abstention ouvrière massive. **Leur parole ne vaudrait pas face à la parole de Maduro ?** Il est vrai que les maduristes n'ont eu de cesse de présenter nos camarades comme des « agents de la CIA » comme de vils petits « Vychinski » [6] du temps de Staline.

La réalité est que cette « Constituante » octroyée est un pont jeté du régime chaviste à la dictature militaro-policière.

Ah mais, il y a les manifestations « explosives » de la MUD. Ce type de « manifs » existaient sous Chavez qui faisait alors appel au peuple ouvrier et paysan pour les contrer. Maduro n'a qu'un appareil militaro-policier pour y faire face et, malheureusement, une partie de la population désorientée s'y fourvoie.

La guerre entre « maduristes » et « Mudistes » est une guerre pour le partage du butin. L'impérialisme joue alors sur les deux tableaux : simultanément, il utilise ses deux types d'agents, même si les MUDistes sont des agents plus directs. Oui, il y a de terribles contradictions au sein des classes dirigeantes et l'un et l'autre camp veulent entraîner le peuple dans une guerre civile fratricide dont seuls l'impérialisme pourra récolter les fruits.

Mais revenons à l'appel du POid

« *En France le même gouvernement Macron-Philippe, gouvernement illégitime, a l'arrogance de vouloir aller jusqu'au bout dans la destruction du code du travail, de la Sécurité sociale et de tous les droits démocratiques, et de remettre en cause le gouvernement légitime du Venezuela !* »

Question aux camarades : que fait d'autre Maduro ? Quelle autre politique que Macron applique-t-il ?

Alors oui : Bas les pattes devant le Venezuela, ses ouvriers, ses paysans, ses jeunes, ses médecins, ses enseignants, ses indiens !

Le Venezuela, ce sont les travailleurs et paysans exploités. Le gouvernement est l'un des oppresseurs du Venezuela, au compte de l'impérialisme.

Le POid met exergue l'appel du PT du Brésil pour conjurer toutes les menaces d'intervention étrangères. Il va sans dire qu'en cas d'intervention étrangère militaire, nous serions tous du côté du Venezuela inconditionnellement, quoi que l'on puisse penser du gouvernement, de la forme de l'État et de sa « légitimité ». Mais, au plan de la lutte contre les ingérences étrangères, le PT du Brésil n'est pas une référence. En 2006, notre journal relatait :

« *Pour Washington, l'entrée du Venezuela dans le marché commun du Sud est importante, car il s'intègre ainsi dans un bloc régional dirigé par Lula et Kirchner, qui sont les représentants politiques de l'impérialisme en Amérique du Sud. Au-delà du profit commercial que signifie l'incorporation du pétrole et du gaz à bas prix venant du Venezuela, le plus important est l'influence politique que peut exercer l'impérialisme, se servant de Lula et Kirchner comme courroie de transmission sur Chávez. Ce fut notamment le cas lors de la nationalisation partielle en Bolivie, quand ils firent pression sur Chávez pour qu'il demande à Evo Morales de baisser le ton au sujet de la nationalisation des hydrocarbures - qui devait être totale et sans indemnisation -, protégeant ainsi les intérêts des multinationales du pétrole comme Repsol et Petrobras* ». Sans parler des réformes anti ouvrières imposées par le PT au pouvoir.

Alors oui : MUD-Maduro-Trump-UE, bas les pattes devant le peuple vénézuélien ! Bas les pattes devant Marea Socialista et toutes les forces ouvrières et de gauche qui refusent le faux dilemme MUD ou Maduro – A l'heure qu'il est : ceux-là sont les deux pinces de la même tenaille impérialiste !

le 11 août 2017

~~~~~~~~~~~~~~~~~

ANNEXE – appel du secrétariat national du POid

« Bas les pattes devant le Venezuela, aucune ingérence étrangère ! »

C'est un fait, les élections à l'assemblée constituante qui viennent d'avoir lieu au Venezuela ont été marquées par une participation significative : les travailleurs, les paysans se sont mobilisés pour aller voter.

Et pourtant l'Union européenne vient de publier une déclaration : « *L'Union européenne et ses États membres ne peuvent pas reconnaître l'Assemblée constituante* ».

De quel droit ?

De quel droit l'Union européenne dont les plans d'austérité saignent les peuples d'un bout à l'autre du continent, de la Grèce au Portugal ; de quel droit l'Union européenne fauteur de guerre dans le monde entier, de quel droit remet-elle en cause les élections au Venezuela ?

Que cela plaise ou non à Macron, Merkel et à leur maître Trump, le gouvernement du Venezuela est légitime, le peuple vénézuélien a le droit de décider souverainement. Il a le droit d'élire une Assemblée constituante.

Ce n'est ni à Trump, ni à Macron, ni à l'Union européenne de décider à la place du peuple du Venezuela !

Au Brésil, pays voisin du Venezuela, des dizaines d'organisations ouvrières et populaires, parmi lesquelles le Parti des travailleurs, la Centrale unique des travailleurs, le Mouvement des sans terre ont publié un manifeste « pour la paix au Venezuela » dans lequel elles déclarent : « Le peuple vénézuélien, libre et souverain, a repris entre ses mains les pouvoirs qui sont les siens, et voté massivement pour élire ses représentants à l'Assemblée constituante nationale. Plus de 8 millions de personnes se sont déplacés en dépit du boycott et du sabotage de groupes anti-démocratiques (…) Les femmes et les hommes de bonne volonté dans le monde entier devraient saluer haut et fort cette affirmation historique du droit à l'autodétermination au Venezuela, et constituer une vaste chaine de solidarité pour refuser toutes les menaces d'intervention étrangère. »

N'est-ce pas, en effet, cela que devraient faire dans le monde entier les organisations qui se réclament de la défense des droits ouvriers et de la démocratie ?

En France le même gouvernement Macron-Philippe, gouvernement illégitime, a l'arrogance de vouloir aller jusqu'au bout dans la destruction du code du travail, de la Sécurité sociale et de tous les droits démocratiques, et de remettre en cause le gouvernement légitime du Venezuela !

Le POID s'adresse à toutes les organisations se réclamant de la défense des droits des travailleurs et de la démocratie : agissons en commun contre l'ingérence de Trump, de l'Union Européenne et de Macron contre le peuple au Venezuela !

Unité pour le respect de la souveraineté du peuple vénézuélien !

Le secrétariat national du POID
Paris, le 5 août 2017

~~~~~~~~~~~~~~~~~~~

1 http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/blog/international/Venezuela/Apres-la-defaite-du-PSUV-i1398.html

2 Rappelons que sous Chavez, une organisation trotskyste qui selon nous était sectaire vis-à-vis du chavisme avait pu se présenter aux élections

3 http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/blog/international/Venezuela/Ou-va-le-Venezuela-i1629.html

4 http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/blog/international/Venezuela/Ou-va-le-Venezuela-i1629.html

5 Les chiffres émanent des organismes suivant : OCDE, ONU, OMS

6 Nom du procureur chargé des sinistres procès de Moscou de 1936-1938 contre tous les compagnons de Lénine

---

Modifié le vendredi 11 août 2017

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masse ... la fin de régime... »

« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... »

Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... »

Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés p une grande majorité... »

PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... »

Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... »